

N° DP 25/412

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 A L'ASSOCIATION "RIVIERA YACHTING NETWORK" D'UN MONTANT DE 20 000 EUROS - PROGRAMME D'ACTIONS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 3 avril 2025,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'Association RIVIERA YACHTING NETWORK de 20 000 euros sur un budget total de 189 400 euros hors valorisation temps homme pour la réalisation de son programme d'actions 2025,

CONSIDERANT que l'association RIVIERA YACHTING NETWORK a pour mission la mise en œuvre d'actions collectives pour le soutien et l'accompagnement du développement des entreprises de la filière de la grande plaisance de la Région Sud,

CONSIDERANT que le littoral méditerranéen est la première zone de navigation au monde pour la grande plaisance et que ces filières représentent de véritables enjeux pour le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE en termes de développement économique, d'emplois et d'attractivité du territoire,

CONSIDERANT les axes du programme de RIVIERA YACHTING NETWORK, pour la gouvernance et l'animation de la filière pour l'année 2025 :

- L'innovation : renforcer la compétitivité,
- Promouvoir la filière régionale à l'international afin de renforcer l'offre globale : RYN participera aux salons professionnels internationaux,
- Harmonisation réglementaire européenne : RYN souhaite s'impliquer dans les prises de décisions des pouvoirs publics ainsi que renforcer et étendre son réseau avec les différents acteurs du maritime dans le but de collaborer pour la transition énergétique,
- Emploi et formation : le cluster s'engage à promouvoir et défendre les formations spécifiques et innovantes mises en adéquation avec les besoins des entreprises,
- Communication, cohésion / business,

CONSIDERANT la convention, ci-annexée,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention ci-annexée, avec l'association RIVIERA YACHTING NETWORK en vue de l'attribution d'une subvention de 20 000 euros (vingt mille euros), soit 10,56 % maximum du coût total de son programme d'actions réalisées, hors contribution ou bénévolat en 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2025, opération : 155 - article 65748

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.



100-100-100

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2025

ASSOCIATION « RIVIERA YACHTING NETWORK »

PROGRAMME D'ACTIONS 2025

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision Président n° _____ en date du _____

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

L'association dénommée « RIVIERA YACHTING NETWORK » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège à C/o IPFM 68 allée des Forges à la SEYNE SUR MER représenté par le Président dûment mandaté **Monsieur Laurent FALAIZE** habilité à cet effet par les statuts de l'association.

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association « **RIVIERA YACHTING NETWORK** » a pour mission la mise en œuvre d'actions collectives pour le soutien et l'accompagnement du développement des entreprises de la filière de la Grande Plaisance de la région Sud Provence Alpes Côtes d'Azur.

Depuis 2000, le cluster et sa gouvernance sont au service du développement de la filière yachting en Région Sud devenue un épicerie majeur de l'accueil de yachts en période estivale et hivernale, pour ce qui concerne le refit, la réparation maintenance et les services aux yachts qui sont au cœur des métiers et des entreprises qui composent le cluster.

Le nombre d'adhérents de RIVIERA YACHTING NETWORK se situe aujourd'hui aux alentours de 110 entreprises dont la moitié est installée sur le territoire de TPM avec des chantiers et des sous-traitants de tout premier plan.

L'objectif de R.Y.N est de représenter le réseau d'entreprises, de fédérer les acteurs clés du yachting sur notre territoire avec une volonté d'amélioration collective. Son action vise à travailler pour la compétitivité de l'offre globale yachting, son attractivité et celle du territoire dans le respect de la biodiversité et des questions environnementales (à fortiori avec un bassin de navigation de notoriété mondiale).

R.Y.N travaillera avec ses entreprises membres pour répondre au mieux à un objectif collectif d'amélioration, afin de rester compétitif sur le marché international à la fois de

niche et très concurrentiel. L'objectif est de favoriser la création de richesses et d'emplois, et de capitaliser sur les retombées économiques générées.

Dans ce contexte, Riviera Yachting Network aura un rôle d'interface entre les entreprises et le territoire de TPM, et aura l'ambition pour l'année 2025 de mettre en œuvre des actions qui s'articuleront autour des axes suivants en matière d'animation des filières stratégiques.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au **projet défini en annexe I** que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Article 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Cette convention est conclue pour l'année 2025.

Article 3 – Engagement de l'Association « RIVIERA YACHTING NETWORK »

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisé par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- Respecter le contrat d'engagement Républicain (CER) conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations

bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent à respecter « les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...), « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Article 4 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association « **RIVIERA YACHTING NETWORK** » à hauteur de **20 000 €** conformément au **budget prévisionnel en annexe II** de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, opération : 155 -- article 65748.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 10,56 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

Article 5 – MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **20 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit **14 000 euros** à la notification de la convention,
- Le solde, soit **6 000 euros** (30%) après la remise des pièces justificatives suivantes :

-Un compte rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

-Un rapport annuel d'activités.

-Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si les aides publiques sont supérieures à 75 000 euros), bilan, compte de résultat et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'aides publiques supérieures à 153 000 euros).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 6 – OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire certifier et approuver conforme ses comptes par un expert-comptable et par un commissaire aux comptes (si le total des aides publiques sont supérieures à 153 000 €).

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

Article 7 – CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers public, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur

simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Article 8 – EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'adhérents inscrits au sein de l'association et nombre d'actions collectives et/ou individuelles menées sur le territoire TPM auprès des acteurs économiques (publics / privés) de l'écosystème de l'association « RIVIERA YACHTING NETWORK »
- Qualitatifs : types de projets accompagnés, et nature des actions collectives et/ou individuelles menées sur le territoire TPM auprès des acteurs économiques (publics / privés) de l'écosystème de l'association « RIVIERA YACHTING NETWORK »

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Article 9 – SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution de l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La réalisation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifiés par le comptable public.

Article 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

Article 12 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

Article 13 – POLITIQUE DE GESTION DES DONNES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce

que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données :

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles :

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Développement Economique.

Destinataires des données personnelles :

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles :

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles :

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex www.cnil.fr

Article 14 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Article 15 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention :

- Le programme d'actions 2025 (annexe 1),
- Le budget prévisionnel 2025 (annexe 2)

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention. En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

<p>Pour l'Association « RIVIERA YACHTING NETWORK »</p> <p>Le Président Monsieur Laurent FALAIZE</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
---	---

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2025

AXE 1 : INNOVATION : RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ

Les contraintes environnementales, les limitations d'émission de gaz à effet de serre, les contraintes de remise aux normes en vigueur des bateaux anciens poussent les acteurs de la filière régionale du yachting sur le refit et la réparation maintenance à être proactifs en matière d'innovation afin d'être compétitifs et attractifs. L'innovation devient donc de plus en plus un axe de différenciation important dans lequel la filière doit s'investir en cherchant à déterminer quelles peuvent être ses innovations dans la chaîne d'entretien d'un yacht voire de refit global.

La méthode proposée par R.Y.N s'articulera autour des actions suivantes :

- Dès 2023, le cluster a souhaité mettre en place une dynamique collective en matière de décarbonation des yachts et de faire émerger des propositions de « verdissement ». Le cluster souhaite donc se concentrer sur la mesure des consommations énergétiques de l'hôtellerie à bord qui constitue la majorité des usages plutôt que sur la propulsion qui constitue seulement 30 % des consommations d'énergies d'un yacht.
- Continuum de l'installation de bouées écologiques : Pour rappel, un schéma global d'installation de bouées écologiques a été arrêté par le Préfet Maritime qui a permis de trouver un point d'équilibre entre l'interdiction de mouiller sur les champs de posidonies. En 2025, le projet de bouées pour l'amarrage de yachts dans la Baie de Pampelonne devrait prendre forme avec l'installation d'environ 80 coffres par la société Enedis. A travers cette installation, l'association RYN espère encourager les autres acteurs du littoral à en faire de même en promouvant des solutions d'installations peu onéreuses. Pour sa part, l'Association continuera à travailler avec un investisseur privé.

Livrables envisagées : Une fiche technique sur consommations énergétiques par poste, compte rendu de réunion, photo du salon et des événements, état d'avancement de l'avancement et de l'implantation des mouillages.

AXE 2 : INTERNATIONAL : Promouvoir l'offre globale

Il s'agira de faire connaître la diversité et la qualité de l'offre régionale à la filière yachting internationale mais aussi aux professionnels et institutionnels au niveau national, ainsi de promouvoir les adhérents du cluster et d'en attirer de nouveaux pour valoriser la diversité de l'offre globale yachting régionale.

Pour promouvoir les savoir-faire que portent l'ensemble des entreprises membres de Riviera Yachting Network et la filière régionale, R.Y.N sera présent sur les salons spécifiques comme exposant -voire parfois comme visiteur- en ciblant les capitaines, les armateurs, les sociétés de management, les constructeurs.

Participation aux salons professionnels internationaux :

- Yacht Aftersales & Refit Experience (YARE) Viareggio, 12 au 14 mars 2025
- MYBA Charter Show, San Remo du 28 avril au 1er mai 2025
- Cannes Yachting Festival du 9 au 14 septembre 2025
- Monaco Yacht Show (stand mutualisé) du 24 au 27 septembre 2025
- Fort Lauderdale Boat Show (FLIBS) fin octobre 2025
- METSTRADÉ, Amsterdam, novembre 2025

- Palma international Boat Show du 30 avril au 3 mai 2025
- Balearic Superyacht Forum les 29 et 30 avril 2025

Livrables envisagées : Liste des salons réalisés et des entreprises participantes par salon, enquêtes de satisfaction à l'issue de chaque salon, photos.

AXE 3 : EUROPE : Harmonisation réglementaire

Relations institutionnelles : R.Y.N s'impliquera, en amont, dans les prises de décisions des pouvoirs publics en matière réglementaire de la filière et de l'industrie du yachting en France et à fortiori en Région Sud.

Etat/Région/Europe/France clusters/Clusters Italien et espagnol : Le cluster souhaite renforcer ses relations institutionnelles avec Bruxelles notamment via la Maison de la Région Sud située à Bruxelles.

Les relations avec les clusters NAVIGO (Italie) et Balearic Marine Cluster (Espagne) seront poursuivies et les relations professionnelles et interclusters au niveau régional seront renforcées.

Riviera Yachting Network assistera aux Assises de l'Economie de la Mer en 2025 afin de rencontrer les acteurs du maritime dans toute son étendue et de démontrer que le yachting est partie prenante concernant l'Economie maritime.

Livrable envisagé : Compte-rendu synthétique.

AXE 4 : EMPLOI – FORMATION

L'emploi/la formation permettent de structurer une offre compétitive et d'accompagner le développement de la filière ; La formation est un avantage concurrentiel. Riviera Yachting Network souhaite promouvoir et défendre des formations spécifiques et innovantes mises en adéquation avec les besoins des entreprises.

En 2021 le Campus 4MED a été constitué sous forme de consortium, Riviera Yachting Network en est devenu le partenaire. Le 13 septembre 2021 le site totem a été inauguré au sein du CFA de La Seyne-sur-Mer.

Certains membres de Riviera Yachting Network ont accepté de co financer le projet en apportant un total de 10K (dont 2K provenant des fonds propres de L'Association) par an sur 5 ans et ont missionné deux représentantes au sein du Campus FORMED afin que la cohérence des besoins en formations des entreprises soient respectées.

L'adéquation des formations aux besoins des entreprises étant une nécessité pour la filière, et elle correspond à une attente forte de la part des entreprises, RYN mettra en place une enquête pour recenser les réels besoins et prioriser les formations à créer ou à renforcer.

Livrables envisagés : Compte-rendu des réunions de travail et perspectives.

AXE 5 : AUTRES ACTIONS : COMMUNICATION, COHESION/BUSINESS

En 2024, R.Y.N a accompagné de manière spécifique les entreprises membres dans leur relation notamment lors d'évènements spécifiques tels que les Salons de Cannes et de Monaco.

En 2025, en matière de communication, RYN réalisera :

- Annuaire des membres en ligne et annuaire papier
- Newsletters et revues de presse.
- Des moments de convivialité et business.

Ces événements business seront entièrement financés par le cluster sur ses fonds propres et avec le soutien d'entreprises sponsors donc sans aucune contribution publique.

Les divers rendez-vous, moments d'échanges, mis en place par le cluster seront réorganisés en 2025 une fois par trimestre pour permettre aux adhérents de se retrouver et d'échanger sur le business dans un cadre convivial qui leur convient.

Budget prévisionnel 2025 en € TTC

DEPENSES

Gouvernance (A)	
salaires & charges	42 750
loyers	4 500
frais de mission / déplacement / réception	7 800
autres charges	14 800
ingénierie	
Total A	69 850
Valorisation temps homme	10 000
Animation de l'écosystème (B) / Conforter la filière yachting et ses entreprises	
salaires & charges	50 000
Axe 1 : Innovation/renforcer la compétitivité	
Approche environnementale pragmatique du yacht	
Continuum/installation bouées écologiques	
Contact Pôle Mer/Capenergies/Institut Cluster Maritime	200
Axe 2 : International / promotion de la filière	
Palma Boat Show et Balearic Superyacht Forum	4 650
YARE (Viareggio, Italie)	2 800
MYBA Charter Show (San Remo, Italie)	5 200
Cannes Yachting Festival	9 500
Monaco Yacht Show	20 850
« Mission » Fort Lauderdale International Boat Show	1 700
METSTRADE (Amsterdam)	8 500
Axe 3 : Relations institutionnelles / réglementation / harmonisation	
Relations institutionnelles	1 200
Niveau local : services de l'Etat en Région	
GEPI / PYA / ECPY / Pôles	
Niveau national : Etat / Région / Europe (Maison	
Région Bruxelles) / Cluster Maritime Français / France	
Clusters / clusters italien et espagnol	
Adhésion chez partenaires	3 500
Assises de l'Economie de la Mer	950
Axe 4 : Emploi / Formation	
Partenariat avec Campus FORMED	
Participation à la gouvernance	2 000
Axe 5 : Communication / Relations presse / Cohésion	
Diffusion d'informations sur le marché	800
Mise à jour et administration site internet	1 200
Annuaire des membres	6 000
Communication : divers	500
Total B	119 550
Valorisation temps homme	4 600
TOTAL A + B	204 000

RECETTES

Région SUD	44 500
Métropole Toulon Provence Méditerranée	20 000
Cotisations	96 000
Ventes et prestations	28 900
Valorisation temps homme	14 600
TOTAL	204 000